

ArcelorMittal

Ce mercredi 12 octobre 2011, ArcelorMittal annonçait la fermeture définitive de la phase à chaud de Liège.

Si cette annonce concerne 581 emplois directs, c'est une région entière qui est touchée par ce drame humain.

Mes pensées vont aux travailleurs qui se sont battus, corps et âme, pour la sauvegarde de leur outil de travail. Elles vont également à toutes ces familles qui vont devoir faire face à ce nouveau cataclysme social, un de plus pour la Région liégeoise.

Par ailleurs, si 581 emplois semblent directement concernés, le flou persiste toujours en ce qui concerne les emplois indirects. Il semblerait que 3 à 4000 personnes seraient touchées.

Nous ne pouvons que nous montrer solidaires vis-à-vis de ces travailleurs et de leurs familles.

L'ensemble des forces vives, fédérales, wallonnes et liégeoises doit se mobiliser pour toutes celles et ceux qui en auront besoin. Ces forces vives doivent également tout faire pour limiter le plus possible les impacts de la décision d'ArcelorMittal sur les entreprises sous-traitantes et donc, sur les travailleurs qui pourraient être indirectement touchés.

Comment en est-on arrivé à cette décision brutale ?

La stratégie de Mittal est de développer une intégration totale, d'exploiter des mines là où il peut les avoir pour faire diminuer le prix de l'acier, c'est, aussi et surtout, après avoir joué sur les prix de l'acier, comprimer l'offre pour pouvoir maintenir la demande au niveau international et garder un niveau de vente qui l'agréait, c'est, aussi et surtout, après avoir demandé aux travailleurs beaucoup d'ajustements, - c'est le terme qui a été employé - beaucoup de flexibilité, beaucoup de sacrifices ; c'est après avoir négocié une pseudo paix sociale, dire, le jour-même de l'annonce ou la veille de l'annonce de la fermeture : « il y a un accord, il y a une paix, une trêve, nous allons aller de l'avant » et puis annoncer cette nouvelle avec toute la brutalité, avec toute la sauvagerie qui était celle de ce mercredi 12 octobre.

Quel avenir ?

De nombreuses questions restent posées : combien d'emplois seront indirectement touchés ? Quel avenir pour la phase à froid, sans une phase à chaud à proximité ? Quel avenir pour les sites de la phase à chaud ? Une nationalisation est-elle envisageable ? Mittal acceptera-t-il de vendre ? Comment l'obliger à dépolluer les sites ?

Ces nombreuses questions devront trouver réponse dès que possible mais, quoiqu'il en soit, les responsables wallons devront être intransigeants. Si Mittal refuse de céder les sites du

chaud, tous les moyens devront être mis en place pour l'obliger à dépolluer et à financer cette dépollution.

Lorsqu'on évoque l'avenir, on est également en droit de s'interroger sur la reconversion économique de la région liégeoise.

Le GRE a été mis sur pied précisément suite à l'annonce de la fermeture d'une partie des outils sidérurgiques d'Arcelor en 2004.

Évidemment, le GRE a fait certaines choses. Bien sûr il y a des espoirs en région liégeoise, des pôles, Bierset, le futur Trilogiport, le parc scientifique du Sart-Tilman.

Mais depuis l'annonce de la fermeture définitive, ce qui me frappe, c'est le silence du GRE.

Je pense qu'on ne peut pas faire l'impasse sur le débat de la reconversion en région liégeoise.